

Bruxelles, le 11.9.2023  
C(2023) 5970 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 11.9.2023**

**relative au plan d'action pluriannuel pour les opérations couvertes par les fenêtres d'investissement du Fonds européen pour le développement durable Plus mises en œuvre au moyen de l'architecture ouverte et à l'approbation de la conclusion des accords de garantie pour l'action extérieure y afférents entre l'Union européenne et les contreparties éligibles**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 11.9.2023

**relative au plan d'action pluriannuel pour les opérations couvertes par les fenêtres d'investissement du Fonds européen pour le développement durable Plus mises en œuvre au moyen de l'architecture ouverte et à l'approbation de la conclusion des accords de garantie pour l'action extérieure y afférents entre l'Union européenne et les contreparties éligibles**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 219, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup>, et notamment son article 35,

vu le règlement (UE) 2021/1529 du Parlement européen et du Conseil du 15 septembre 2021 instituant l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III), et notamment son article 9, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (UE) 2021/947 a établi l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, qui comprend le Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+) et la garantie pour l'action extérieure. Le FEDD+ soutient les opérations de financement et d'investissement dans les pays partenaires d'Afrique, du voisinage européen, d'Asie et du Pacifique, des Amériques et des Caraïbes.
- (2) Conformément à l'article 12, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1529 et à l'article 31, paragraphe 7, du règlement (UE) 2021/947, les bénéficiaires mentionnés à l'annexe I du règlement (UE) 2021/1529 peuvent prétendre à un soutien dans le cadre du FEDD+ et de la garantie pour l'action extérieure.
- (3) La garantie pour l'action extérieure relevant du FEDD+ couvre un large spectre d'investissements dans différents domaines, notamment des garanties mises en œuvre au moyen d'une architecture d'investissement ouverte («architecture ouverte») afin de

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

garantir l'utilisation optimale de l'expertise sectorielle et géographique des contreparties et d'optimiser l'incidence de cette expertise sur le développement.

- (4) Conformément à l'article 35, paragraphe 8, du règlement (UE) 2021/947, la Commission a adopté la décision C(2022) 3529<sup>3</sup> établissant les fenêtres d'investissement pour le FEDD+, notamment l'architecture ouverte. Cette décision définit les objectifs de chaque fenêtre d'investissement et, à ce titre, du soutien apporté par la garantie pour l'action extérieure aux portefeuilles d'investissements à mettre en œuvre.
- (5) Conformément à l'article 31, paragraphe 7, du règlement (UE) 2021/947, le provisionnement de la garantie pour l'action extérieure doit être financé sur le budget des programmes géographiques concernés et transféré au fonds commun de provisionnement.
- (6) En raison des spécificités du FEDD+, le calendrier des engagements budgétaires pour le provisionnement des garanties budgétaires ne correspond pas à celui concernant la programmation et la mise en œuvre opérationnelle. La description des actions, de leurs objectifs, des résultats escomptés et des méthodes de mise en œuvre font donc l'objet de décisions distinctes<sup>4</sup>, adoptées sur la base de l'article 23 du règlement (UE) 2021/947 et de l'article 9, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1529.
- (7) Afin d'assurer la mise en œuvre des opérations au titre des fenêtres d'investissement de l'architecture ouverte du FEDD+ conformément au règlement (UE) 2021/947, il est nécessaire d'adopter un plan d'action qui constitue le programme de travail pluriannuel pour 2023-2027. La présente décision d'exécution complète les décisions visées à la note de bas de page 4.
- (8) Sur la base des documents de programmation pertinents, les fenêtres d'investissement du FEDD+ définissent plus avant les priorités en tenant compte des réalités et des besoins spécifiques de chaque pays ou région partenaire. Les actions prévues par la présente décision d'exécution tiennent compte de ces priorités de programmation.
- (9) Les actions prévues dans la présente décision d'exécution contribuent à l'intégration des questions liées au climat et à la biodiversité conformément au pacte vert pour l'Europe.

---

<sup>3</sup> Décision C(2022)3529 de la Commission du 7 juin 2022 établissant les fenêtres d'investissement pour le Fonds européen de développement durable Plus.

<sup>4</sup> Décision C(2021) 9924 du 22 décembre 2021 relative au financement de la contribution de l'Union au provisionnement du Fonds européen pour le développement durable Plus pour la période 2021-2027; cette décision a approuvé la contribution maximale de l'Union pour le provisionnement du FEDD+ en faveur de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie et du Pacifique, des Amériques et des Caraïbes pour la période 2021-2027; décision d'exécution C(2022) 2421 de la Commission du 12 avril 2022 relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur du voisinage oriental au titre de l'IVCDI; décision d'exécution C(2022) 5764 de la Commission du 4 août 2022 relative à la mesure particulière 2021 concernant la plateforme d'investissement pour le voisinage (PIN) en faveur du voisinage méridional; décision d'exécution C(2022) 8942 de la Commission du 30 novembre 2022 modifiant la décision d'exécution C(2021) 9749 final de la Commission en ce qui concerne l'action «Contribution de l'UE au cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (CIBO) 2021-2023»; décision d'exécution C(2022) 9330 de la Commission du 8 décembre 2022 relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la plateforme d'investissement dans le voisinage (PIN) pour le voisinage méridional; décision d'exécution C(2022) 9563 de la Commission du 13 décembre 2022 relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la plateforme d'investissement pour le voisinage (PIN) au titre de l'IVCDI.

- (10) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>5</sup>.
- (11) Conformément à l'article 62, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947 et à l'article 9, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1529, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre des actions.
- (12) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier<sup>6</sup> et, s'il y a lieu, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'un accord de garantie puisse être signé.
- (13) Conformément à l'article 38, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, la mise en œuvre du FEDD+ est subordonnée à la conclusion, par la Commission, d'accords de garantie pour l'action extérieure avec les contreparties éligibles.
- (14) L'ordonnateur compétent devrait être autorisé, par délégation, à conclure des accords de garantie pour l'action extérieure avec les contreparties éligibles, comme prévu à l'article 38, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947. Dans l'exercice de cette délégation, l'ordonnateur compétent devrait agir conformément à l'annexe de la présente décision d'exécution. Conformément à l'article 38, paragraphe 3, point b), du règlement (UE) 2021/947, ces accords de garantie doivent contenir des règles détaillées relatives à l'octroi de la garantie pour l'action extérieure.
- (15) Le plan d'action et les instruments de garantie prévus dans la présente décision d'exécution sont conformes à l'avis du conseil stratégique du FEDD+ et des conseils opérationnels institués par les articles 33 et 34 du règlement (UE) 2021/947, l'article 12 du règlement (UE) 2021/1529 et les articles 2 et 3 de la décision d'exécution C(2022) 1895 de la Commission<sup>7</sup>.
- (16) La Commission devrait approuver les instruments de garantie décrits dans l'annexe de la présente décision d'exécution,

DÉCIDE:

*Article premier*  
**Le plan d'action**

Le plan d'action pluriannuel aux fins de la mise en œuvre des opérations au titre des fenêtres d'investissement pour l'architecture ouverte du FEDD+, tel qu'il figure en annexe, est adopté.

---

<sup>5</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>6</sup> À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

<sup>7</sup> Décision d'exécution C(2022) 1895 de la Commission du 31 mars 2022 relative à la création d'une plateforme d'investissement pour la Turquie.

*Article 2*  
**Les instruments de garantie**

Les instruments de garantie pour les investissements au titre de la garantie pour l'action extérieure décrits dans l'annexe II sont approuvés.

*Article 3*  
**Méthodes de mise en œuvre et contreparties éligibles**

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans l'annexe, peut être confiée aux contreparties visées à l'article 4.

*Article 4*  
**Délégation de pouvoirs à l'ordonnateur compétent**

L'ordonnateur compétent est autorisé à conclure, conformément à l'article 38, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947 et à l'annexe de la présente décision, les accords relatifs à la garantie pour l'action extérieure suivants avec les contreparties suivantes<sup>8</sup>:

- (a) Agence française de développement, les accords de garantie concernant:
  - (1) Accélérer la transition énergétique – AccelerET;
  - (2) Financer et accélérer la transition durable des villes (FAST-Cities);
- (b) Banque africaine de développement, les accords de garantie concernant:
  - (1) Programme africain en faveur des PME pour la croissance inclusive et la création d'emplois;
  - (2) mécanisme de partage des risques «Desert to Power» (DtP RSF);
  - (3) Exploiter le cadre d'accès à l'énergie pour l'Afrique (LEAF);
  - (4) Room2Run;
  - (5) Programme d'investissement à impact social pour l'Afrique (SIIPA);
- (c) Bank Gospodarstwa Krajowego, l'accord de garantie concernant le soutien au processus de numérisation en faveur des pays subsahariens;
- (d) Cardano Development et Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden N.V., les accords de garantie concernant:
  - (1) Fonds d'investissement dans le domaine de la santé «First Mover»;
  - (2) Fonds d'assainissement et d'incidence sur l'eau d'ACTIAM (ASWIF);
  - (3) Fonds AGRI3;
- (e) Banque de développement des Caraïbes, l'accord de garantie concernant le mécanisme régional de renforcement du crédit;
- (f) Cassa Depositi e Prestiti, l'accord de garantie relatif à la transformation et à l'autonomisation de l'agro-industrie résiliente et responsable (TERRA);

---

<sup>8</sup> L'ordonnateur compétent est autorisé à conclure, conformément à l'article 38 du règlement (UE) 2021/947 et à l'annexe de la présente décision, les accords de garantie pour l'action extérieure suivants avec les contreparties indiquées, pour autant que les systèmes, règles et procédures pertinents de ces dernières aient été évalués conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier.

- (g) Climate Fund Managers, l'accord de garantie concernant la dette pour les accords d'échange «dette-nature» (CFO);
- (h) Compañía Española de Financiación del Desarrollo, les accords de garantie concernant:
  - (1) Global Social Impact Fund [Fonds mondial d'impact social (GSIF)];
  - (2) Programme d'éclairage durable hors réseau (SOL);
  - (3) Financement inclusif intégrant une «triple approche» en Amérique latine. Promouvoir le financement intelligent en matière de climat et un meilleur accès (TIF);
- (i) Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft, l'accord de garantie concernant le fonds de placement Global Impact (GIEF);
- (j) Banque européenne pour la reconstruction et le développement, les accords de garantie concernant:
  - (1) Programme d'inclusion financière en faveur de l'Asie centrale et de la Turquie;
  - (2) Plateforme pour la transformation numérique;
  - (3) Renforcement du crédit des obligations vertes - obligations vertes mondiales TEI;
  - (4) Programme pour la résilience des municipalités, des infrastructures et de l'industrie;
  - (5) HI-BAR;
  - (6) Partage des risques liés aux projets ESG;
- (k) Institutions européennes de financement du développement, les accords de garantie concernant:
  - (1) Programme de garantie mondiale pour les puits de carbone [Puits de carbone des IEFD];
  - (2) Plateforme de liquidité pour l'impact;
  - (3) Facilité conjointe IEFD pour les investissements dans les énergies renouvelables (JEFFREI);
  - (4) Plateforme MPME PLUS;
  - (5) Programme mondial de transformation des garanties des chaînes de valeur;
- (l) Banque européenne d'investissement, les accords de garantie concernant:
  - (1) Accès des MPME à des financements verts, propices à la croissance et inclusifs;
  - (2) Connectivité (y compris le programme relatif aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique en faveur de la Turquie);
- (m) Banque européenne d'investissement et Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo et Cassa Depositi e Prestiti et Compañía Española de Financiación del Desarrollo, Banque européenne pour la reconstruction et le développement et KfW et Proparco, l'accord de garantie concernant l'initiative mondiale en matière d'obligations vertes (GGBI);

- (n) Banque européenne d'investissement et Cassa Depositi e Prestiti, l'accord de garantie concernant le partenariat Afrique-UE pour les infrastructures renouvelables dans le domaine de l'énergie durable (RISE);
- (o) Banque européenne d'investissement, l'accord de garantie relatif à l'accélération du développement humain (HDX);
- (p) Banque européenne d'investissement et institutions européennes de financement du développement, l'accord de garantie concernant Boost Venture in Africa (BVA);
- (q) Fonds européen d'investissement, les accords de garantie concernant:
  - (1) Soutien multithématique du groupe BEI aux PME au sein de la Banque mondiale;
  - (2) Financement inclusif pour les Balkans occidentaux;
  - (3) Initiative FEI-PNUD en faveur d'une croissance inclusive pour la Banque mondiale;
- (r) Finnfund, l'accord de garantie concernant Africa Connected;
- (s) International Finance Corporation, les accords de garantie concernant le programme Better Futures;
- (t) Fonds d'investissement en faveur des pays en développement, les accords de garantie concernant:
  - (1) Afrique GreenCo;
  - (2) Fonds d'investissement danois pour les objectifs de développement durable II (Fonds pour les ODD II) et IFU - Fonds d'investissement pour l'action climatique (CAIF);
- (u) KfW, les accords de garantie concernant:
  - (1) Plateforme de garantie des MPME;
  - (2) Transition verte;
  - (3) Soutenir une transformation écologique axée sur le marché dans le voisinage oriental et WB6;
  - (4) Fonds en faveur du traitement des eaux urbaines [Urban Water Catalyst Fund];
  - (5) Énergie verte pour l'Afrique et l'Indonésie;
- (v) KfW et Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden N.V. et les institutions européennes de financement du développement, l'accord de garantie concernant le mécanisme de création de marché de l'UE (EUMCF);
- (w) Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden N.V., les contrats de garantie concernant:
  - (1) DFCD Aya Scalable Climate Solutions;
  - (2) Investissements dans l'énergie distribuée, le stockage, le transport et la distribution en Afrique et en Asie (INDESTA);
  - (3) NASIRA+;
- (x) Proparco, les accords de garantie concernant:
  - (1) Programme «Choose Africa Ventures»;

- (2) Impact+ mécanisme de partage des risques;
- (3) Fonds d'accélérateur de liquidité (LAF);
- (y) Fonds de développement du capital des Nations unies ou programme des Nations unies pour le développement, l'accord de garantie concernant le mécanisme de garantie en faveur des villes durables.

Fait à Bruxelles, le 11.9.2023

*Par la Commission*  
*Jutta URPILAINEN*  
*Membre de la Commission*